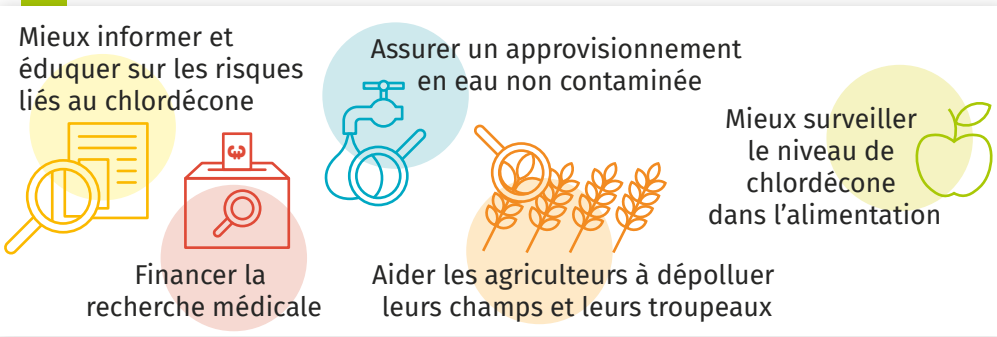
Activité Pollution et solidarité écologique

1 La République française, responsable et solidaire

Jeudi 29 janvier, [plusieurs députés ont proposé] une loi prévoyant que « la République française [reconnaisse] sa responsabilité dans les préjudices sanitaires, moraux, écologiques et économiques » causés par l'utilisation du chlordécone en Martinique et en Guadeloupe jusqu'en 1993. Rapporteur du texte, le député PS de Guadeloupe, Elie Califer, explique à *Libé* ce que représenterait l'adoption d'une telle loi. [...] On a mis dans ce texte des objectifs : la République s'assigne désormais à dépolluer les terres et les eaux contaminées par la molécule, et à ériger en priorité nationale la recherche scientifique. [...] Il y a aussi dans ce texte un objectif d'indemnisation des victimes et des territoires. Cette molécule a une rémanence terrible, touche sur plusieurs décennies, et affectera encore des naissances à l'avenir. [...] Il faut une réparation pour les victimes indirectes. Quand ton père ne peut plus travailler, quand des enfants n'ont plus de parents à cause des dégâts que cette molécule entraîne, il faut qu'ils soient accompagnés.

Julien Lecot, « Chlordécone aux Antilles : "Il y a enfin une reconnaissance du malheur de nos territoires et de la responsabilité de l'État français" », *Libération*, 1er mars 2024.

2 Les solutions et aides de l'État



Coup de pouce
Le chlordécone est un pesticide très toxique. Dans les années 1970-1980, son utilisation a été autorisée en Martinique et en Guadeloupe, alors même qu'on savait déjà qu'il était dangereux pour la santé.

1. Doc 1. **Relève** les trois objectifs de la loi selon le député.

* Objectif 1 : .....
* Objectif 2 : .....
* Objectif 3 : .....

2. Doc 2. **Résume** avec tes propres mots les différentes actions mises en place par l'État.

.....

.....

.....

3. Doc 1 et 2. **Explique** pourquoi on parle de solidarité écologique sur le temps long dans ce cas.

.....

.....